

No. 32372

**WORLD HEALTH ORGANIZATION
and
CAMBODIA**

**Basic Agreement for the establishment of technical advisory
cooperation relations. Signed at Phnom Penh on 10 Feb-
ruary 1995**

Authentic text: French.

Registered by the World Health Organization on 4 December 1995.

**ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ
et
CAMBODGE**

**Accord de base concernant l'établissement de relations de
coopération technique de caractère consultatif. Signé à
Phnom Peuh le 10 février 1995**

Texte authentique : français.

Enregistré par l'Organisation mondiale de la santé le 4 décembre 1995.

ACCORD DE BASE¹ ENTRE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ET LE GOUVERNEMENT ROYAL DU CAMBODGE

L'Organisation mondiale de la Santé (dénommée ci-après "l'Organisation") ; et

Le Gouvernement royal du Cambodge (dénommé ci-après "le Gouvernement"),

Désireux de donner effet aux résolutions et décisions des Nations Unies et de l'Organisation, concernant la coopération technique de caractère consultatif, et de parvenir à un accord mutuel sur le but et la portée de chaque projet, ainsi que sur les responsabilités à assumer et les services à fournir par le Gouvernement et l'Organisation ;

Désireux de maintenir le bureau du Représentant de l'Organisation mondiale de la Santé à Phnom Penh, Royaume du Cambodge ;

Déclarant qu'ils s'acquitteront de leurs obligations réciproques dans un esprit d'amicale coopération,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE I

Etablissement d'une coopération technique de caractère consultatif

1. L'Organisation établira une coopération technique de caractère consultatif avec le Gouvernement, dans les limites de ses possibilités

¹ Entré en vigueur le 10 février 1995 par la signature, conformément au paragraphe 1 de l'article VI.

budgétaires ou sous réserve de fonds disponibles. L'Organisation et le Gouvernement coopéreront en vue d'élaborer, d'un commun accord, sur la base des demandes émanant du Gouvernement et approuvées par l'Organisation, des plans d'opérations pour la mise en oeuvre de cette coopération technique de caractère consultatif.

2. Cette coopération technique de caractère consultatif sera établie conformément aux résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée mondiale de la Santé, du Conseil exécutif et des autres organes de l'Organisation.

3. Cette coopération technique de caractère consultatif peut consister :

- a) à fournir des services de conseillers chargés de donner des avis et de coopérer avec le Gouvernement ou avec d'autres parties ;
- b) à organiser et à diriger des cycles d'études, des programmes de formation professionnelle ; des projets de démonstration, des groupes de travail d'experts et des activités connexes en des lieux dont il sera convenu d'un commun accord ;
- c) à attribuer des bourses d'études et de perfectionnement ou à prendre d'autres dispositions permettant aux candidats désignés par le Gouvernement et agréés par l'Organisation de faire des études ou de recevoir une formation professionnelle hors du pays ;
- d) à préparer et à exécuter des projets-types, des essais, des expériences ou des recherches en des lieux dont il sera convenu d'un commun accord ;
- e) à assurer, selon accord entre l'Organisation et le Gouvernement, toute autre forme de coopération technique de caractère consultatif.

4. a) L'Organisation choisira, en consultation avec le Gouvernement, les conseillers chargés de donner des avis et de coopérer avec le Gouvernement ou d'autres parties. Ces conseillers seront responsables envers l'Organisation ;

b) Dans l'exercice de leurs fonctions, les conseillers agiront en liaison étroite avec le Gouvernement et avec les personnes ou organismes habilités par lui à cet effet ; ils se conformeront aux instructions pertinentes du Gouvernement, eu égard à la nature de leurs fonctions et de la coopération envisagée, et dont l'Organisation et le Gouvernement seront convenus ;

c) dans l'exercice de leurs fonctions consultatives, les conseillers n'épargneront aucun effort pour mettre le personnel technique que le Gouvernement pourra associer à leurs travaux au courant des méthodes, des techniques et des pratiques appliquées dans leur domaine, ainsi que des principes sur lesquels ces méthodes, techniques et pratiques sont fondées.

5. L'Organisation conservera la propriété de tout le matériel technique ou de toutes les fournitures qu'elle aura procurés, tant qu'elle n'aura pas cédé les droits de propriété y afférents conformément aux règles arrêtées par l'Assemblée mondiale de la Santé et en vigueur à la date de la cession.

6. Le Gouvernement devra répondre à toutes réclamations que des tiers pourraient formuler contre l'Organisation et ses conseillers, agents ou employés ; il mettra hors de cause l'Organisation et ses conseillers, agents ou employés en cas de réclamation et les dégagera de toute responsabilité découlant d'opérations exécutées en vertu du présent accord, sauf si l'Organisation et le Gouvernement conviennent que ladite réclamation ou ladite responsabilité résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle des intéressés.

ARTICLE II

Collaboration du Gouvernement en ce qui concerne la coopération technique
de caractère consultatif

1. Le Gouvernement fera tout en son pouvoir pour assurer la mise en oeuvre efficace de la coopération technique de caractère consultatif.
2. Le Gouvernement et l'Organisation se consulteront au sujet de la publication, dans les conditions voulues, des conclusions et rapports de conseillers dont les autres pays et l'Organisation elle-même pourraient tirer parti.
3. Le Gouvernement prêtera à l'Organisation sa collaboration active dans la fourniture et l'élaboration de conclusions, de données, de statistiques et de tous autres renseignements permettant à l'Organisation d'analyser et d'évaluer les résultats des programmes de coopération technique de caractère consultatif.

ARTICLE III

Obligations administratives et financières de l'Organisation

1. L'Organisation prendra à sa charge, en totalité ou en partie, selon les modalités fixées d'un commun accord, les dépenses afférentes à la coopération technique de caractère consultatif, payables en dehors du pays, et indiquées ci-après :
 - a) les traitements et les indemnités de subsistance des conseillers (y compris les indemnités quotidiennes de voyage en mission) ;
 - b) les frais de transport des conseillers pendant leur voyage à destination ou en provenance du point d'entrée dans le pays ;

- c) les frais entraînés par tout autre voyage effectué hors du pays ;
- d) les primes des assurances contractées au profit des conseillers ;
- e) l'achat et le transport, à destination ou en provenance du point d'entrée dans le pays, de tout matériel ou de tous articles fournis par l'Organisation ;
- f) toutes autres dépenses engagées hors du pays et approuvées par l'Organisation.

2. L'Organisation prendra à sa charge les dépenses en monnaie locale qui n'incombent pas au Gouvernement en vertu de l'Article IV, paragraphe 1, du présent Accord.

ARTICLE IV

Obligations administratives et financières du Gouvernement

1. Le Gouvernement participera aux frais de la coopération technique de caractère consultatif en prenant à sa charge ou en fournissant directement les moyens et services suivants :
- a) les services du personnel technique et administratif local, notamment les services locaux de secrétariat, d'interprétation, de traduction et autres services connexes qui seront nécessaires ;
 - b) les bureaux et autres locaux nécessaires ;
 - c) le matériel et les fournitures qui sont produits dans le pays ;
 - d) les transports à l'intérieur du pays de personnel, de fournitures et de matériel, pour des raisons de service ;
 - e) l'utilisation de la poste et des télécommunications pour les besoins officiels ;
 - f) des moyens nécessaires au traitement médical et à l'hospitalisation éventuelle des membres du personnel international.

2. Le Gouvernement prendra à sa charge, dans les conditions fixées d'un commun accord, la fraction des dépenses payables hors du pays qui n'incombe pas à l'Organisation.

3. Le Gouvernement mettra, le cas échéant, à la disposition de l'Organisation, dans les conditions fixées d'un commun accord, la main-d'oeuvre, le matériel, les fournitures et les autres services ou biens qui pourront être nécessaires à l'exécution de sa tâche.

ARTICLE V

Moyens nécessaires, privilèges et immunités

1. Le Gouvernement, s'il n'est pas déjà tenu de le faire, appliquera à l'Organisation, à son personnel et à ses fonds, biens et avoirs, les dispositions pertinentes de la Convention sur les Privilèges et Immunités des Institutions spécialisées¹.

2. Les membres du personnel de l'Organisation, y compris les conseillers engagés en qualité de membres du personnel affecté à la réalisation des fins visées par le présent Accord, seront considérés comme fonctionnaires de l'Organisation, au sens de ladite Convention. Le Représentant de l'OMS nommé au Royaume du Cambodge bénéficiera des dispositions de la Section 21 de la Convention susvisée.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 33, p. 261. Pour les textes finals et révisés des annexes publiées ultérieurement, voir vol. 71, p. 319; vol. 79, p. 326; vol. 117, p. 386; vol. 275, p. 299; vol. 314, p. 309; vol. 323, p. 365; vol. 327, p. 327; vol. 371, p. 267; vol. 423, p. 285; vol. 559, p. 349; vol. 645, p. 341; vol. 1057, p. 322; vol. 1060, p. 337, et vol. 1482, p. 244.

ARTICLE VI

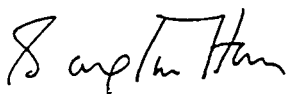
1. Le présent Accord de base entrera en vigueur à la date de sa signature par les représentants dûment autorisés de l'Organisation et du Gouvernement.
2. Le présent Accord de base pourra être modifié par voie d'accord entre l'Organisation et le Gouvernement, qui prendront dûment en considération toute demande de modification présentée par l'autre Partie.
3. Le présent Accord de base pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties, moyennant notification écrite adressée à l'autre Partie, la dénonciation prenant effet 60 jours après réception de la notification.
4. Le présent Accord de base annulera et remplacera l'Accord de base sur l'assistance technique de caractère consultatif qui a été conclu avec le Gouvernement le 16 octobre 1973¹.

EN FOI DE QUOI les soussignés, représentants dûment désignés par l'Organisation et par le Gouvernement, ont, au nom des Parties, signé le présent Accord en trois exemplaires.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 899, p. 89.

Fait à Phnom Penh le dix février mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

Pour l'Organisation
mondiale de la santé :



Nom : Dr S. T. HAN
Fonction : Directeur général

Pour le Gouvernement
royal du Cambodge :



Nom : UNG HUOT
Fonction : Ministre des Affaires
étrangères
et de la coopération
internationale

[TRANSLATION — TRADUCTION]¹

BASIC AGREEMENT² BETWEEN THE WORLD HEALTH ORGANIZATION AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF CAMBODIA

The World Health Organization (hereinafter referred to as “the Organization”);
and

The Government of the Kingdom of Cambodia (hereinafter referred to as “the Government”),

Desiring to give effect to the resolutions and decisions of the United Nations and of the Organization relating to technical advisory cooperation, and to obtain mutual agreement concerning its purpose and scope as well as the responsibilities which shall be assumed and the services which shall be provided by the Government and the Organization;

Desiring to maintain the office of the representative of the World Health Organization in Phnom Penh, Kingdom of Cambodia;

Declaring that their mutual responsibilities shall be fulfilled in a spirit of friendly cooperation,

Have agreed as follows:

Article I

ESTABLISHMENT OF TECHNICAL ADVISORY COOPERATION

1. The Organization shall establish technical advisory cooperation with the Government, subject to budgetary limitation or the availability of the necessary funds. The Organization and the Government shall cooperate in arranging, on the basis of the requests received from the Government and approved by the Organization, mutually agreeable plans of operation for the carrying out of technical advisory cooperation.

2. Such technical advisory cooperation shall be established in accordance with the relevant resolutions and decisions of the World Health Assembly, the Executive Board and other organs of the Organization.

3. Such technical advisory cooperation may consist of:

(a) Making available the services of advisers in order to render advice and cooperate with the Government or with other parties;

(b) Organizing and conducting seminars, training programmes, demonstration projects, expert working groups and related activities in such places as may be mutually agreed;

¹ Translation supplied by the World Health Organization — Traduction fournie par l'Organisation mondiale de la santé.

² Came into force on 10 February 1995 by signature, in accordance with article VI (1).

(c) Awarding scholarships and fellowships or making other arrangements under which candidates nominated by the Government and approved by the Organization shall study or receive training outside the country;

(d) Preparing and executing pilot projects, tests, experiments to research in such places as may be mutually agreed upon;

(e) Carrying out any other form of technical advisory cooperation which may be agreed upon by the Organization and the Government.

4. (a) Advisers who are to render advice to and cooperate with the Government or with other parties shall be selected by the Organization in consultation with the Governments. They shall be responsible to the Organization;

(b) In the performance of their duties, the advisers shall act in close consultation with the Government and with persons or bodies so authorised by the Government, and shall comply with instructions from the Government as may be appropriate to the nature of their duties and the cooperation in view and as may be mutually agreed upon between the Organization and the Government;

(c) The advisers shall, in the course of their advisory work, make every effort to instruct any technical staff the Government may associate with them, in their professional methods, techniques and practices, and in the principles on which these are based.

5. Any technical equipment or supplies which may be furnished by the Organization shall remain its property unless and until such time as title may be transferred in accordance with the policies determined by the World Health Assembly and existing at the date of transfer.

6. The Government shall be responsible for dealing with any claims which may be brought by third parties against the Organization and its advisers, agents and employees and shall hold harmless the Organization and its advisers, agents and employees in case of any claims or liabilities resulting from operations under this Agreement, except where it is agreed by the Government and the Organization that such claims or liabilities arise from the gross negligence or wilful misconduct of such advisers, agents or employees.

Article II

PARTICIPATION OF THE GOVERNMENT IN TECHNICAL ADVISORY COOPERATION

1. The Government shall do everything in its power to ensure the effective development of the technical advisory cooperation.

2. The Government and the Organization shall consult together regarding the publication, as appropriate, of any findings and reports of advisers that may prove of benefit in other countries and to the Organization.

3. The Government shall actively collaborate with the Organization in the furnishing and compilation of findings, data, statistics and such other information as will enable the Organization to analyse and evaluate the results of the programmes of technical advisory cooperation.

Article III

ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL OBLIGATIONS OF THE ORGANIZATION

1. The Organization shall defray, in full or in part, as may be mutually agreed upon, the costs necessary to the technical advisory cooperation which are payable outside the country, as follows:

(a) The salaries and subsistence (including duty travel *per diem*) of the advisers;

(b) The costs of transportation of the advisers during their travel to and from the point of entry into the country;

(c) The cost of any other travel outside the country;

(d) Insurance of the advisers;

(e) Purchase and transport to and from the point of entry into the country of any equipment or supplies provided by the Organization;

(f) Any other expenses outside the country approved by the Organization.

2. The Organization shall defray such expenses in local currency as are not covered by the Government pursuant to Article IV, paragraph 1, of this Agreement.

Article IV

ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL OBLIGATIONS OF THE GOVERNMENT

1. The Government shall contribute to the cost of technical advisory cooperation by paying for, or directly furnishing, the following facilities and services:

(a) Local personnel services, technical and administrative, including the necessary local secretarial help, interpreter-translators and related assistance;

(b) The necessary office space and other premises;

(c) Equipment and supplies produced within the country;

(d) Transportation of personnel, supplies and equipment for official purposes within the country;

(e) Postage and telecommunications for official purposes;

(f) Facilities for receiving medical care and hospitalization by the international personnel.

2. The Government shall defray such portion of the expenses to be paid outside the country as are not covered by the Organization, and as may be mutually agreed upon.

3. In appropriate cases the Government shall put at the disposal of the Organization such labour, equipment, supplies and other services or property as may be needed for the execution of its work and as may be mutually agreed upon.

Article V

FACILITIES, PRIVILEGES AND IMMUNITIES

1. The Government, insofar as it is not already bound to do so, shall apply to the Organization, its staff, funds, properties and assets the appropriate provisions of the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies.¹

2. Staff of the Organization, including advisers engaged by it as members of the staff assigned to carry out the purposes of this Agreement, shall be deemed to be officials within the meaning of the above Convention. The WHO Programme Coordinator/Representative appointed to the Kingdom of Cambodia shall be afforded the treatment provided for under Section 21 of the said Convention.

Article VI

1. The Basic Agreement shall enter into force upon signature by the duly authorized representatives of the Organization and of the Government.

2. This Basic Agreement may be modified by agreement between the Organization and the Government, each of which shall give full and sympathetic consideration to any request by the other for such modification.

3. This Basic Agreement may be terminated by either party upon written notice to the other party and shall terminate sixty days after receipt of such notice.

4. This Basic Agreement shall supersede and replace the Basic Agreement for the provision of technical advisory assistance concluded with the Government on 16 October 1973.²

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly appointed representatives of the Organization and the Government respectively, have, on behalf of the Parties, signed the present Agreement in three copies.

DONE at Phnom Penh on 10 February 1995.

For the World Health
Organization:

Dr S. T. HAN
Regional Director

For the Government
of the Kingdom of Cambodia:

UNG HUOT
Minister of Foreign Affairs
and International Cooperation

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 33, p. 261. For the final and revised texts of annexes published subsequently, see vol. 71, p. 318; vol. 79, p. 326; vol. 117, p. 386; vol. 275, p. 298; vol. 314, p. 308; vol. 323, p. 364; vol. 327, p. 326; vol. 371, p. 266; vol. 423, p. 284; vol. 559, p. 348; vol. 645, p. 340; vol. 1057, p. 320; vol. 1060, p. 337, and vol. 1482, p. 244.

² *Ibid.*, vol. 899, p. 89.

